ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 mai 1968, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation", a donné le 29 mai 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e mei 1968 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van cassatie", heeft de 29e mei 1968 het volgend advies gegeven :

Le projet étant pris pour l'exécution des articles 285 et 354 du Code judiciaire, il suffit, conformément à la manière dont sont visés habituellement les articles des Codes, de se référer à ces seuls articles et de le faire de la manière suivante : "Vu les articles 285 et 354 du Code judiciaire".

*

Le projet ne répond pas au prescrit de l'article 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire; en effet, l'accord du Ministre des Finances doit y figurer avec sa date et de même l'accord du Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions, prescrit par l'article 8, alinéa 3, de l'arrêté royal précité; le projet établit en effet des règles organiques en matière d'allocations et d'indemnités.

Le projet devra être complété en ce qui concerne ces accords.

A cet égard le Conseil d'Etat rappelle qu'en principe les projets d'arrêtés ne doivent lui être soumis qu'après accomplissement de toutes les autres formalités préalables.

.../...

Article 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Les attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, ci-après dénommés "les attachés", prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831 entre les mains du premier président de cette Cour".

Article 2.

Le 2° dispose que les attachés "ne peuvent être requis pour aucun autre service public, sauf les cas prévus par la loi".

Cette disposition excède les pouvoirs du Roi. Celui-ci ne peut, en effet, dispenser les attachés de remplir les devoirs que la loi impose aux citoyens, excepté le cas où le législateur aurait expressément prévu pareille dispense.

Par ailleurs, l'article 354 du Code judiciaire donne compétence au Roi pour fixer des incompatibilités, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

En conséquence le 2° doit être omis.

.../...

Article 3.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 3.-

Les articles 294 et 295 du Code judiciaire relatifs à l'exercice de certaines fonctions ou charges par les membres des cours, tribunaux, parquets et greffes, s'appliquent aux attachés.

Toutefois, l'autorisation requise est donnée par le Ministre de la Justice, qui prend au préalable l'avis du Premier Président et du Procureur général.

Dans le cas prévu à l'article 294, alinéa 3, l'arrêté ministériel accordant l'autorisation est motivé et est pris sur l'avis conforme du premier président et du procureur général".

Article 4.

L'alinéa 3 de cet article semble considérer que le dimanche est un jour férié légal, puisque le dimanche n'y est pas cité.

Dans son rapport sur la réforme judiciaire, le commissaire royal VAN REEPINGHEN écrivait : "Le dimanche n'est pas un jour férié légal : ainsi le prévoit la disposition toujours en vigueur de l'arrêté du 29 germinal an X (ordonnant la publication d'un indult concernant les jours de fête)" (Doc. parl., Sénat, session 1963-1964, n° 60, p. 39).

.../...

La loi du 17 thermidor an VI contenant des mesures pour coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain distingue parmi les "jours de repos", les "décadis" et "les jours de fêtes nationales". Depuis le rétablissement du calendrier grégorien par le sénatus-consulte du 22 fructidor an XIII, le décadi a été remplacé par le dimanche et les jours de fêtes nationales par les divers jours fériés légaux, établis par des dispositions d'époques différentes.

Compte tenu de cette observation, l'alinéa 3 devrait commencer par "Indépendamment des dimanches et jours fériés légaux, les ... ".

Article 7.

Au § 1er du texte français, il y a lieu de remplacer "Notre Ministre de la Justice" par "le Ministre de la Justice".

L'alinéa 2 de ce paragraphe devrait être rédigé comme suit :

"Le secrétariat du jury est assuré par un fonctionnaire du Ministère de la Justice, qui n'a pas voix délibérative".

*

.../...

Au § 2, les expressions "seconde catégorie" et "première catégorie" sont imprécises et devraient être complétées par une référence aux rangs qu'elles concernent; le texte suivant est proposé à cet effet :

"Les membres du jury ont droit aux indemnités prévues pour la catégorie comprenant les rangs 10 à 14, à moins qu'ils ne puissent bénéficier des indemnités prévues pour la catégorie comprenant les rangs 15 à 17".

Les membres du jury sont conseillers à la Cour de cassation ou membres du parquet de cassation, ou appartiennent au corps des professeurs d'université. Le projet les assimile aux fonctionnaires ayant le rang de 10 à 14. Les grades classés à ces rangs sont notamment ceux de secrétaire d'administration (10), directeur (13), inspecteur des finances (14); le membre de phrase "à moins qu'ils ne puissent bénéficier des indemnités prévues pour la première catégorie" pourrait éventuellement s'appliquer au secrétaire de la commission qui est un fonctionnaire du Ministère de la Justice. Si celui-ci a le grade d'inspecteur général, par exemple, il se classe, en ce qui concerne les indemnités pour frais de séjour, dans la première catégorie (rangs 15 à 17), et il bénéficiera d'indemnités plus importantes que les membres du jury.

Le § 3 fixe le montant des indemnités pour le travail effectué par les membres du jury. Ces montants sont rattachés aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960. Le projet précise que les montants qu'il prévoit correspondent à l'indice 110.

.../...

Depuis janvier 1968, le Ministère des Affaires économiques a abandonné l'indice général des prix de détail auquel se réfère la loi du 12 avril 1960. Il a établi un nouvel indice, dénommé indice des prix à la consommation qui est basé non plus sur la période de référence de 1953, mais sur celle de 1966 = 100.

Le texte devrait tenir compte de cette situation nouvelle.

Le dernier alinéa du § 2 devrait être rédigé comme suit :

"Si les examens ont lieu un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le domicile est considéré comme siège de la résidence administrative".

*

* *

Le présent projet devrait être complété par une disposition reprenant l'article 2 du projet faisant l'objet de l'avis n° L. 10.436/2. En effet, les abrogations prévues dans cet article ne sont pas les conséquences dudit projet mais bien de celui-ci.

Cet article nouveau devrait être rédigé comme suit:

"Article 11.-

Sont abrogées les dispositions suivantes de l'arrêté royal du 12 janvier 1960 relatif au statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux :

.../...

1° le chapitre V, comprenant les articles 50 à 50sexies, modifié par l'arrêté royal du 29 octobre 1963;

2° dans l'intitulé du chapitre VI et dans les articles 51 et 53, le mot "traducteurs";

3° dans l'article 54, les mots "les traducteurs".

Het ontwerp-besluit is vastgesteld ter uitvoering van de artikelen 285 en 354 van het Gerechtelijk Wetboek ; zoals gewoonlijk wordt gedaan wanneer wordt verwezen naar artikelen van wetboeken, is het voldoende te verwijzen naar die artikelen alleen, dus als volgt : "Gelet op de artikelen 285 en 354 van het Gerechtelijk Wetboek".

*

Het ontwerp voldoet niet aan het voorschrift van artikel 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole ; het akkoord van de Minister van Financiën moet met zijn datum worden vermeld, evenals het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort, welk akkoord is voorgeschreven in artikel 8, derde lid, van dat besluit ; het ontwerp stelt immers organieke regelen inzake toelagen en vergoedingen.

Het ontwerp moet op dat punt worden aangevuld. In dat verband moge de Raad van State in herinnering brengen, dat ontwerp-besluiten hem in beginsel maar mogen worden voorgelegd als alle overige voorafgaande formaliteiten vervuld zijn.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt, de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

De attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van cassatie, hierna "de attachés" genoemd, leggen de in het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af in handen van de eerste voorzitter van dat Hof".

.../...

Artikel 2.

De tekst onder 2° bepaalt dat de attachés "niet voor enige andere openbare dienst mogen worden opgevorderd, behoudens de gevallen die de wet bepaalt".

Met die bepaling treedt de Koning buiten zijn bevoegdheid. Hij kan de attachés niet ontslaan van de plichten welke de wet aan de burgers oplegt, tenzij de wetgever een zodanige vrijstelling uitdrukkelijk mocht hebben voorzien.

Anderzijds machtigt artikel 354 van het Gerechtelijk Wetboek de Koning tot het regelen van de onverenigbaarheden, maar daar gaat het hier niet om.

De tekst onder 2° moet dus vervallen.

Artikel 3.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 3.-

De artikelen 294 en 295 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de uitoefening van sommige ambten of bedieningen door de leden van hoven, rechtbanken, parketten en griffies, zijn van toepassing op de attachés.

De vereiste machtiging wordt evenwel verleend door de Minister van Justitie, die vooraf het advies van de eerste voorzitter en van de procureur-generaal inwint.

.../...

In het geval bedoeld in artikel 294, derde lid, wordt het ministerieel besluit dat machtiging verleent, met redenen omkleed en vastgesteld op eensluidend advies van de eerste voorzitter en van de procureur-generaal".

Artikel 4.

Het derde lid van dit artikel zegt niets over de zondagen, en schijnt die dus als wettelijke feestdagen te beschouwen.

In zijn verslag over de gerechtelijke hervorming schreef de koninklijke commissaris VAN REEPINGHEN : "De zondag is geen wettelijke feestdag, zoals gesteld wordt in de nog steeds geldende bepaling van het besluit van 29 germinal van het jaar X (gelastend een indult uit te vaardigen betreffende de feestdagen)" (Gedr. St., Senaat, zitting 1963-1964, nr. 60, blz. 39).

De wet van 17 thermidor jaar VI "contenant des mesures pour coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain" maakt een onderscheid tussen "les jours de repos", "les décadis" en "les jours de fêtes nationales". Sedert de wederinvoering van de gregoriaanse kalender door het senatusconsult van 22 fructidor jaar XIII is de "décadi" vervangen door de zondag en zijn de "jours de fêtes nationales" vervangen door de wettelijke feestdagen zoals bepalingen uit verschillende tijdperken die hebben vastgesteld.

.../...

Met inachtneming van deze opmerking zou het derde lid als volgt moeten beginnen : "Buiten de zondagen en wettelijke feestdagen ...".

Artikel 7.

In § 1 van de Franse tekst vervange men de woorden "Notre Ministre de la Justice" door "le Ministre de la Justice".

De Franse tekst van het tweede lid van die paragraaf zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Le secrétariat du jury est assuré par un fonctionnaire du Ministère de la Justice, qui n'a pas voix délibérative".

*

In § 2 zijn de woorden "2e categorie" en "1e categorie" niet voldoende duidelijk ; zij zouden moeten worden aangevuld met een verwijzing naar de rangen waarop zij betrekking hebben. Voorgesteld wordt :

"De leden van de examencommissie hebben recht op de vergoedingen bepaald voor de categorie waartoe de rangen 10 tot 14 behoren, tenzij zij aanspraak kunnen maken op de vergoedingen voor de categorie waartoe de rangen 15 tot 17 behoren".

De leden van de examencommissie zijn raadsheer in het Hof van cassatie of lid van het parket van cassatie, of behoren tot het korps der hoogleraren. Het ontwerp stelt hen gelijk met ambtenaren van de rangen 10 tot 14. Tot die rangen behoren onder meer de graden van bestuurssecretaris (10),

.../...

directeur (13), inspecteur van financiën (14); het zinsdeel "tenzij zij aanspraak kunnen maken op de vergoedingen voor de le categorie" zou eventueel toepassing kunnen vinden op de secretaris van de commissie, die een ambtenaar van het Ministerie van Justitie is. Als die ambtenaar bijvoorbeeld de graad van inspecteur-generaal heeft, valt hij voor de vergoedingen inzake verblijfkosten in de eerste categorie (rangen 15 tot 17), en krijgt hij hogere vergoedingen dan de commissieleden.

Paragraaf 3 bepaalt het bedrag van de vergoedingen voor het werk dat de leden van de examencommissie verrichten. Die bedragen worden gekoppeld aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Koninkrijk overeenkomstig de nadere regelen vastgesteld bij de wet van 12 april 1960. Het ontwerp preciseert dat de bedragen welke het vaststelt, overeenstemmen met indexcijfer 110.

Sedert januari 1968 heeft het Ministerie van Economische Zaken afgezien van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen waarnaar de wet van 12 april 1960 verwijst. Het heeft een nieuw indexcijfer, namelijk het indexcijfer van de consumptieprijzen,ingevoerd, dat niet meer uitgaat van de referteperiode 1953, maar van die van 1966 = 100.

De tekst zou met die nieuwe toestand rekening moeten houden.

Het laatste lid van § 2 zou als volgt moeten worden gelezen :

"Indien de examens op een zaterdag, een zondag of e wettelijke feestdag plaatshebben, wordt de woonplaats geac administratieve standplaats te zijn".

*
* *

Het ontwerp zou moeten worden aangevuld met een bepaling die artikel 2 van het ontwerp waarover advies nr. L.10.436/2 gegeven is, overneemt. De in dat artikel bepaalde opheffingen volgen immers niet uit dat ontwerp maar uit het onderhavige.

Dat nieuwe artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 11.-

De volgende bepalingen van het koninklijk besluit van 12 januari 1960 betreffende het statuut van de griffiers der rechterlijke orde en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken worden opgeheven :

1° hoofdstuk V, bevattende de artikelen 50 tot 50sexies, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 oktober 1963 ;

2° in het opschrift van hoofdstuk VI en in de artikelen 51 en 53, het woord "vertalers" ;

3° in artikel 54, het woord "vertalers".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,	
	F. RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.